

Assemblée Générale des personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur

**Mardi 14 décembre 10h30
Auditorium du CNRS rue Michel Ange PARIS**

Grand Emprunt : appel à la résistance, Défendons la recherche publique et les UMR

Le gouvernement passe à une nouvelle étape de destruction du système d'enseignement supérieur et de recherche, au lieu d'augmenter le financement récurrent de l'ensemble des laboratoires et l'enseignement supérieur. Il met en place le Grand Emprunt avec l'objectif de concentrer les moyens de la recherche sur 5 à 10 sites universitaires à visibilité internationale. Ce Grand Emprunt lie une partie du financement des établissements aux intérêts du capital apporté par cet emprunt. Simultanément, le gouvernement prévoit la transformation de nombreuses autres universités en Pôles Universitaires de Proximité, limités à la professionnalisation au niveau licence.

Pour amener plus sûrement la communauté scientifique et universitaire à participer malgré elle à cette restructuration de l'enseignement supérieur et de la recherche, le budget des organismes de recherche baisse, entraînant cette année une chute des crédits aux laboratoires de l'ordre de 15%. De même, les budgets des Universités, de plus en plus contraints, vont entraîner une aggravation des conditions de travail et d'études.

Le Grand Emprunt, à travers l'ensemble des appels à projets -Equipex/Labex/Idex/IHU/IRT/SATT (1) - va bouleverser la structure de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, déjà soumis à une recomposition permanente depuis 4 ans. Les appels d'offre se succèdent à un rythme effréné, incompatible avec une démarche scientifique sérieuse. Ils contournent les conseils centraux des universités et toutes les instances scientifiques des organismes de recherche et des Universités, représentatives de la communauté scientifique. Nombreux sont les enseignants-chercheurs, chercheurs, personnels techniques et administratifs, doctorants et post-doctorants qui n'ont même pas été informés des projets concernant leurs laboratoires.

Le gouvernement veut focaliser autoritairement le potentiel technologique et d'importants moyens financiers sur quelques opérations visant à favoriser l'innovation et la prise de brevets au bénéfice de quelques grands groupes dont il espère faire les champions industriels de demain. Cette politique va accélérer la paupérisation de nombreuses équipes et l'abandon de pans disciplinaires entiers. L'ensemble du dispositif va encore augmenter l'emploi précaire. Ces Labex, IHU ou IRT, organisés généralement autour d'équipes notées A+ par l'AERES, vont contribuer à affaiblir les Unités Mixtes de Recherche et de nombreuses Equipes d'Accueil. Le conseil de laboratoire passe aux oubliettes tout comme les conseils d'UFR.

La loi LRU ne suffit plus au gouvernement. Il veut imposer au coeur des futurs grands sites des regroupements de Labex et de plateformes technologiques ayant une gouvernance encore plus serrée, les initiatives d'excellence (IDEX). Ceci est une nouvelle attaque contre la démocratie et la collégialité qui ont assuré longtemps la cohésion des collectifs pédagogiques et des équipes de recherche. Les restructurations mettent aussi en cause les équilibres disciplinaires et l'existence de formations (Montpellier), exacerbent la concurrence entre établissements, menacent des établissements d'enseignement supérieur et de recherche que l'on veut remplacer par des super-structures (Plateau de Saclay)

Cette situation n'est pas acceptable. Les organisations soussignées appellent l'ensemble des personnels et des étudiants à s'opposer à cette politique du Grand Emprunt et à l'éclatement de nos universités et de nos laboratoires qui en résulterait. Imposons le débat dans les laboratoires, dans les établissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche, dans leurs Conseils scientifiques et leurs Conseils d'Administration. Demandons aux conseils de prendre publiquement position, comme l'a ont fait les trois conseils de Lyon I et le conseil scientifique du CNRS, sur ces restructurations. Interpellons tous nos collègues, y compris ceux qui souvent à leur corps défendant se sont impliqués dans les projets du Grand Emprunt. Nous avons à défendre la collégialité et la démocratie. Paris le 22 Novembre 2010

(1) : Equipex : **équipement d'excellence** – Labex : **laboratoire d'excellence** – Idex : **initiatives d'excellence** - IHU : **Institut Hospitalo-Universitaire** – IRT : **Institut de Recherche Technologique** – UFR : **Unité de Formation et de Recherche** - SATT : **société d'accélération de transfert technologique** – PPP : **Partenariat Public Privé**.
Organisations signataires : FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP, SNETAP) – CGT (SNTRS, FERC'SUP, CGT INRA, CGT IFREMER) – UNSA (Sup'Recherche, SNPTES) – SGEN-CFDT Recherche EPST – Solidaires (Sud Recherche EPST, SUD Education, Sud Etudiant) – UNEF – SLU - SLR